

Vers l'amélioration des conditions de travail dans les maquilas d'Amérique centrale



1998-05-29

Pattie LaCroix

[Légende : Négociation d'un code d'éthique avec le propriétaire d'une maquila au Nicaragua.]

Locaux torrides, mal aérés et surpeuplés; sévices, harcèlement sexuel; temps supplémentaire impayé; renvois pour cause de grossesse : ce ne sont là que quelques-unes des horribles conditions de travail qu'ont à subir les 335 000 ouvriers (des femmes pour la plupart) des cinq maquilas d'Amérique centrale.

Il y a quelques années, des groupes de femmes du Guatemala, du Nicaragua, du Honduras et du El Salvador se sont réunies dans ce dernier pays pour s'occuper du sort des travailleuses des maquilas, ces manufactures des zones de libre-échange (qui prolifèrent dans la région) où sont fabriqués à vil prix des biens expédiés vers les marchés d'Amérique du Nord. Cette réunion a donné lieu à la création du Réseau des femmes d'Amérique centrale solidaires des travailleuses des maquilas en vue d'améliorer les conditions de travail dans chacun de ces pays.

La recherche menée par le réseau (qui prône entre autres activités la formation, l'éducation et le lobbyisme) est financée par le Centre de recherches pour le développement international (CRDI); le Trade Union Group (TUG : groupe de syndicats) et CoDevelopment Canada (CoDev), deux organismes de Vancouver; [Oxfam-Canada](#); [Oxfam-Québec](#) et l'[Agence canadienne de développement international](#).

Un succès remarquable

En février, le réseau a connu son premier grand succès lorsque, devant 500 travailleuses, le ministre du Travail du Nicaragua a entériné un code d'éthique élaboré par les membres du réseau en collaboration avec les travailleuses. Pour en arriver là, le réseau est intervenu auprès des propriétaires de chaque maquila du Nicaragua pour les convaincre de ratifier le code qui comprenait certaines garanties élémentaires, notamment un milieu de travail sécuritaire, le droit pour les femmes enceintes de garder leur emploi et le paiement du temps supplémentaire.

Vous pouvez imaginer ce que ça représente pour ces femmes qui n'ont pas d'instruction, ne s'étaient jamais mêlées de politique publique et qui soudain constatent que leur conception des choses est aussi celle du ministre, souligne [Barbara Wood](#), une des partisans du projet et coordonnatrice du TUG.

Enthousiasme et énergie

Plusieurs des femmes membres du réseau arrivaient du mouvement syndical, débordantes d'enthousiasme et d'énergie à l'idée de changer enfin les conditions des travailleuses, ajoute-t-elle. Elles se sont vite rendu compte qu'il ne servirait à rien de chercher à imposer la syndicalisation parce que les travailleuses craignent de perdre leur seule source de revenu et que les propriétaires d'usines s'y opposent farouchement. Le réseau a donc décidé d'aller trouver directement les femmes, dans leurs collectivités, pour leur parler d'éducation sanitaire et de leurs droits en milieu de travail.

Jusqu'à présent, la recherche effectuée par le réseau a permis de colliger l'information, de documenter les conditions de travail et d'étayer les moyens de pression en apportant des preuves tangibles d'abus commis en milieu de travail. Le réseau s'est aussi doté de diverses ressources : brochures expliquant leurs droits aux travailleuses et leur indiquant où trouver de l'aide et campagnes régionales de conscientisation sous le thème *À la tâche, oui, mais avec dignité*.

Améliorations

Même si la recherche n'est pas tout à fait terminée, nous constatons déjà des améliorations, affirme Wood. Les sévices, le harcèlement sexuel et les mises à pied pour cause de grossesse existent encore, mais sont moins fréquents. Toutefois, la plupart des chefs d'entreprise ne paient toujours pas leur part des contributions au régime de santé publique.

Le réseau entend continuer d'exercer des pressions auprès des propriétaires de manufactures et des autorités gouvernementales afin d'améliorer les conditions des travailleuses des maquilas et de leur offrir des programmes d'éducation et de formation. Il s'assurera aussi du respect du code d'éthique à l'échelon régional et cherchera à accroître à l'échelle internationale la sensibilisation aux problèmes qui règnent dans les maquilas. L'an dernier, par exemple, les responsables du projet ont organisé une campagne d'information publique au Canada dans le cadre de laquelle deux ouvrières ont fait part à des syndiqués et à des étudiants de leurs expériences dans les maquilas. *Le réseau nous a demandé de sensibiliser les Canadiens à leur situation et à leur luttes. On n'insistera jamais assez sur l'importance de la solidarité internationale, conclut Wood.*

Pattie LaCroix est une rédactrice basée à Vancouver.

(Photo : Avec la permission du Réseau des femmes d'Amérique centrale solidaires des travailleuses des maquilas.)

Renseignements :

Jim Rader, CoDevelopment Canada, 2929 Commercial Drive, Vancouver (Colombie-Britannique) Canada V5N 4C8; tél. : (604) 708-1495/1496; téléc. : (604) 708-1497; courriel : codev@web.apc.org

Barbara Wood, Trade Union Group, PO Box 65778, Station F, Vancouver (Colombie-Britannique) Canada V5N 5K7; tél. : (604) 708-8782

Des liens à explorer...

CRDI [Explore, Juillet 1995, L'égalité des sexes.](#)

[Les travailleuses Équatoriennes prennent leur santé en mains,](#) par Neale MacMillan.

[La croissance économique mondiale : en passant par le Sud,](#) par Curt Labond.

[Le Brésil face à la mondialisation : les deux faces du miracle économique,](#) par Pierre Beaudet.

[Commerce, emploi et compétitivité.](#)